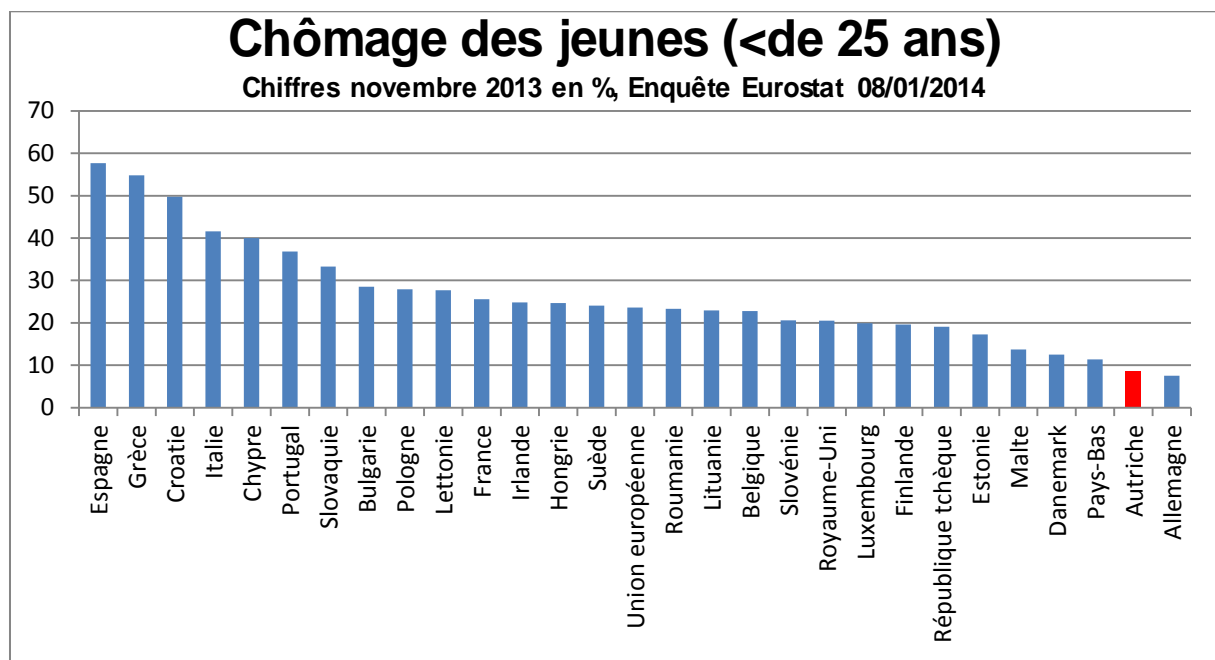


L'emploi des jeunes et la formation professionnelle en Autriche

Situation au 15/01/2014

Contexte

Le chômage des jeunes a fortement augmenté ces dernières années dans de nombreux pays européens. En Espagne et en Grèce, le chômage des moins de 25 ans se rapproche de la barre des 60 %, dans la moyenne de l'UE ce taux se situe à 23,5 %. Face à cette situation, la formation professionnelle, et là tout particulièrement la formation professionnelle en alternance (apprentissage et formes semblables de formation en entreprise) focalise l'attention de nombreux Etats membres et aussi de la Commission européenne. Les Etats membres disposant de systèmes de formation professionnelle bien développés et surtout de formation par apprentissage (surtout l'Autriche, l'Allemagne, le Danemark et les Pays-Bas) sont nettement moins frappés par le chômage des jeunes que les pays qui misent en premier lieu sur une formation dans le cadre de l'enseignement général/supérieur.

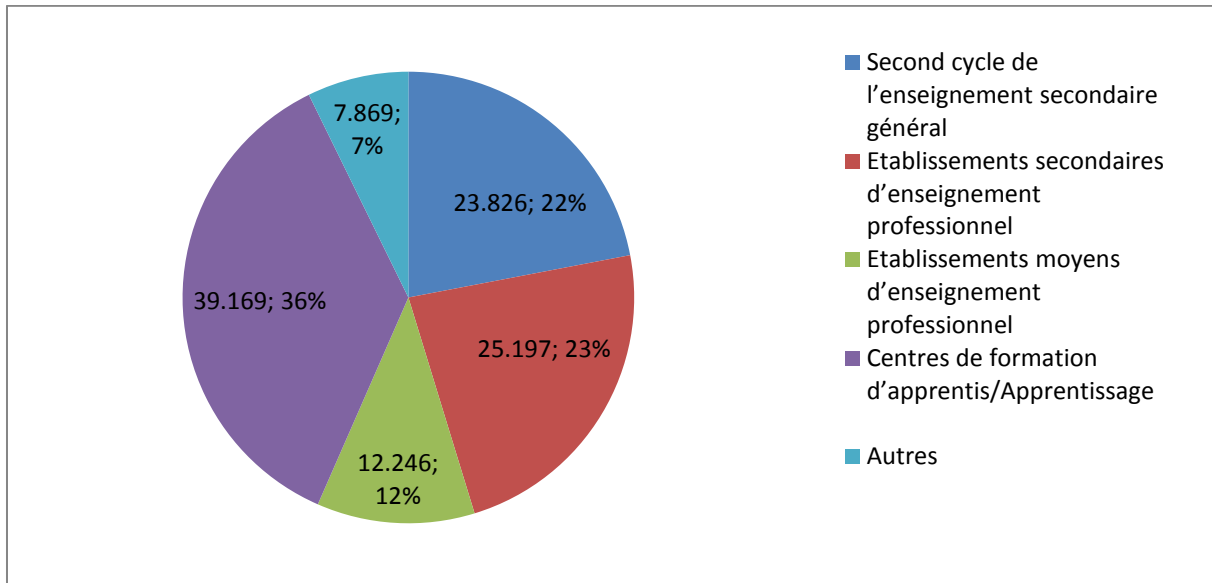


Particularités du système autrichien de formation professionnelle

L'Autriche dispose d'un système de formation professionnelle largement développé et différencié au niveau secondaire II, qui se compose d'une formation par apprentissage et de

formations professionnelles dans des écoles à plein temps (établissements moyens et secondaires d'enseignement professionnel). La part de 80 % d'une tranche d'âge suivant une formation professionnelle est atteinte à parts à peu près égales par la formation par apprentissage et les formations professionnelles dans des écoles à plein temps. Avec un taux aussi élevé de formation professionnelle, l'Autriche se situe en tête de l'UE.

Répartition des jeunes entre différents programmes de formation en 10^e année de scolarité (2012/2013)



La multiplicité de formations offertes (plus de 200 professions qualifiées, différents types d'établissements et spécialités dans la formation professionnelle dans des écoles à plein temps) a pour effet que les jeunes trouvent plus facilement que dans de nombreux autres systèmes scolaires une offre conforme à leurs penchants et à leurs intérêts : C'est pourquoi l'Autriche connaît un faible taux de décrochages scolaires précoces et un taux élevé de diplômés du niveau secondaire II par rapport à la moyenne européenne.

Part de formation professionnelle au niveau secondaire II	Autriche : 76,8 % Moyenne de l'UE : 52,8 %
Taux de diplômés niveau secondaire II	Autriche : 86 % Moyenne de l'UE : 78,6 %
Décrochages précoces	Autriche : 8,7 % Moyenne de l'UE : 14,4 %
Taux de diplômés de l'enseignement supérieur	Autriche : 23,5 % Moyenne de l'UE : 32,3 %
Chômage des jeunes	Autriche : 8,7 % Moyenne de l'UE : 22,8 %
Productivité du travail	Autriche : 116,3 UE : 100

Sources : Eurostat, OCDE, dernière année disponible 2011-1013

Facteurs de succès de la formation par apprentissage en Autriche

En Autriche, la formation professionnelle en alternance est régie et reconnue par la loi comme partie du système scolaire public. Le temps de formation se répartit entre entreprise et centre de formation d'apprentis à raison d'environ 80:20. Le certificat de fin d'apprentissage donne directement accès à des qualifications plus poussées dans l'enseignement professionnel tertiaire (examens de maîtrise, examens d'aptitude, examens de contremaître) ainsi qu'aux IUT et assure aussi moyennant le diplôme d'accès général aux études supérieures (examens complémentaires en allemand, anglais, mathématiques et dans la discipline en question) une perméabilité permettant d'accéder aux études universitaires. Un critère de succès essentiel est que les partenaires sociaux ont une forte influence sur les contenus et les conditions cadres de la formation : Les profils professionnels sont négociés entre les partenaires sociaux et constituent la base des programmes scolaires des centres de formation d'apprentis. Les services d'apprentissage des Chambres de l'économie sont l'autorité de première instance pour l'administration de la formation professionnelle en alternance et le point de contact pour les entreprises formatrices. Ils offrent aux entreprises formatrices un nombre de mesures accompagnantes et c'est d'eux que relève la mise en œuvre de différentes aides aux entreprises formatrices. Les apprentis s'adressent en premier lieu aux représentations des salariés.

Les partenaires sociaux et de ce fait aussi bien les entreprises que les salariés se considèrent de ce fait, à côté des deux ministères compétents (le Ministère de l'Economie et le Ministère de l'Education publique) comme copropriétaires de la formation professionnelle en alternance. Cet attachement et cette possibilité de participation renforcent auprès des entreprises la disposition à embaucher et à former des apprentis.

Défis et ébauches de solution

Le plus grand défi dans l'avenir immédiat réside dans l'évolution démographique. En 2008, un dernier pic a été atteint avec 100.000 jeunes de 15 ans. Les années de basse natalité résulteront d'ici 2016 en un recul des jeunes de 15 ans à 85.000. A partir de là, les chiffres restent stables avec de légères fluctuations jusqu'au-delà de 2025. Etant donné que de nombreux adolescents et leurs parents attribuent un plus grand prestige à des filières de formation scolaires, l'apprentissage se trouve de plus en plus sous pression. La situation est aggravée par le fait qu'il y a des jeunes qui, à la sortie de la scolarité obligatoire, ne disposent pas de suffisamment de compétences de base, de sorte que de nombreuses places d'apprentissage restent vacantes et que le nombre d'entreprises formatrices va diminuant.

Des mesures pour renforcer l'attractivité, le prestige et la qualité de l'apprentissage sont par conséquent décisives pour que cette formation puisse maintenir au moins sa part d'env. 40 % des jeunes sortant de l'école obligatoire. C'est dans ce but que les partenaires sociaux sont en train d'élaborer un train de mesures comportant les points suivants :

- Orientation scolaire et professionnelle accrue à partir de la 7^e année de scolarité
- Redéfinition de l'obligation scolaire comme obligation d'atteindre des standards et des objectifs de formation déterminés.

- Réforme de la 9^e année de scolarité, il y a à l'actuellement des passages multiples et des flux d'écopiers suivant de fausses pistes résultant en des pertes de carrière et en une défavorisation systématique de la formation par apprentissage
- Introduction d'une gestion systématique de la qualité dans l'apprentissage et évaluation des taux de succès dans l'apprentissage (décochages, non-présentation et échec à l'examen de fin d'apprentissage)
- Accroissement de la perméabilité permettant aux détenteurs d'un certificat de fin d'apprentissage d'accéder à la formation tertiaire, création d'offres appropriées

Garantie de formation jusqu'à 18 ans

Le système d'apprentissage est fonction de la demande, un contrat d'apprentissage ne se matérialise que si une entreprise percevant un besoin à moyen terme est disposée à conclure un contrat d'apprentissage avec un adolescent. Face à cette « logique de marché » de l'apprentissage, il y a la « logique de légitimation » du système de formation professionnelle dans une école à plein temps : Les élèves ayant achevé avec succès leur scolarité obligatoire peuvent poursuivre une formation scolaire plus poussée dans un établissement moyen ou secondaire d'enseignement professionnel.

Pour assurer néanmoins que des jeunes qui ne trouvent ni place d'apprentissage ni place de formation scolaire puissent tout de même suivre une formation professionnelle formelle, il existe depuis 2008 une garantie de formation pour tous les jeunes mise en œuvre par le Service de la main-d'œuvre (AMS) moyennant l'**instrument de la formation professionnelle interentreprises (ÜBA)**¹.

Si l'AMS ne réussit pas après la fin de la scolarité obligatoire à procurer à un jeune en quête d'une place d'apprentissage un contrat d'apprentissage avec une entreprise, ce jeune peut engager une formation dans une profession qualifiée dans le cadre de l'ÜBA. Pendant la période de formation dans l'ÜBA, le but prioritaire reste toutefois de procurer au jeune un contrat d'apprentissage régulier. Mais la totalité de l'apprentissage peut aussi se faire dans une ÜBA et se clôturer par un examen de fin d'apprentissage. En décembre 2013, env. 9.000 jeunes se trouvaient en ÜBA. Par rapport à l'apprentissage en entreprise, mais aussi par rapport aux formations dans des écoles à plein temps, l'ÜBA est relativement coûteuse : Tandis que l'apprentissage n'entraîne par personne qu'env. 5.600 euros de frais publics (en premier lieu coûts du centre de formation d'apprentis ainsi qu'aides aux places d'apprentissage) et qu'une place de formation professionnelle dans une école à plein temps coûte en moyenne 8.600 euros, les coûts de l'ÜBA sont de plus de 17.000 euros (coûts de l'AMS et des centres de formation d'apprentis). Il y a un consensus politique en Autriche sur le fait que ces coûts sont en tout cas contrebalancés par la prévention de coûts sociaux et économiques nettement plus élevés dus à l'inactivité.

¹ cf. art. 38d., al. 1, Loi sur l'AMS : « Dans la mesure où des possibilités de formation professionnelle de jeunes ne peuvent pas être assurées par l'obtention d'une place d'apprentissage ou d'autres mesures, le Service de la main-d'œuvre doit charger des institutions de formation appropriées de la formation par apprentissage interentreprises. »